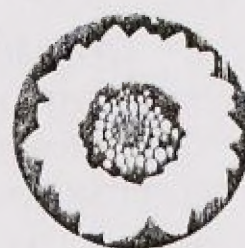


Candidats de l'ENTENTE ÉCOLOGISTE présentés par "LES VERTS"



Michel RUBY

Ingénieur divisionnaire du contrôle de la navigation aérienne.

Suppléant:

Stéphane THOMINE

Artisan-plombier.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans cette atmosphère "Fin de siècle", au-delà des vaines promesses de croissance, de reprise, etc... beaucoup d'entre nous prennent conscience aujourd'hui en France, et ici, dans le VAR, souvent à l'occasion d'une situation personnelle difficile, que nous ne sommes qu'au DÉBUT d'une CRISE PROFONDE, nouvelle, liée à nos modes de vie, de consommation, d'être...

Notre société, privée de représentation pertinente de son futur, ne sait plus où elle va. L'utopie se trouve à présent du côté de ceux qui croient encore possible de continuer sur les schémas actuels.

Dans cet esprit de recherche, nous vous proposons de changer, de faire un bout de parcours différent avec nous, les écologistes. Nous représentons une pépinière d'idées dont certaines commencent à faire leur chemin (allègrement même dans certains partis!), et c'est tant mieux.

Certains voudraient accréditer l'idée qu'il n'est nul besoin des écologistes pour pratiquer l'écologie. Effectivement, si on réduit l'écologie à la défense de l'environnement, ce n'est pas faux. Lutter contre la pollution ou le bruit des mobylettes, préserver ici une forêt, là une plage, ailleurs un passage pour les ours est à la portée d'un Ministre de l'Environnement, de gauche aujourd'hui (de droite demain?). Sauf que le problème n'est pas là, du moins pas seulement. La préservation du milieu naturel n'est qu'un aspect du débat écologique, qui ne prend toute sa dimension que dans le cadre d'un projet de société global et cohérent avec ses dimensions économiques, sociales, internationales, éthiques. Notre futur doit nous permettre de voir grandir nos enfants sans angoisse.

L'écologie ne propose rien de moins qu'une révolution pacifique, graduelle, démocratique, mais une révolution tout de même. Elle est basée sur une lecture de l'histoire humaine qui privilégie la vie et l'épanouissement de la personne (plutôt que de l'individu) dans une société solidaire et conviviale, vivant en harmonie avec son environnement. **C'est la critique d'une civilisation frileuse et frivole** fondée sur l'accumulation des biens matériels, abusant des ressources limitées d'une planète de plus en plus petite, et dont la volonté de puissance menace la survie même de l'humanité. **C'est l'affirmation du droit à l'amour, à la beauté, à la dignité pour tous.**

**Ensemble, avec l'Ecologie, les VERTS,
CHANGEONS LE VISAGE DE LA VIE.**

ETAT D'URGENCE ECONOMIQUE ET MONDE DU TRAVAIL

Oui, bien sûr, 35 heures de travail par semaine, (même 30), rapidement, partout où cela est possible. La réduction du temps de travail est pour nous, les écologistes, depuis longtemps, une solution incontournable à la crise actuelle. Mais cela ne résoudra qu'une partie du problème dans le sens où il ne faudra pas s'attendre à une embauche proportionnellement induite. Le fait est là: Il y a et il y aura de moins en moins de travail.

En effet, de nos jours, la somme collective de travail à fournir pour assurer le fonctionnement harmonieux et un développement raisonné (non productiviste) de nos régions est en révision constante à la baisse. Et nous trouvons cela positif. L'automatisation, la robotisation, l'informatisation de la plupart des activités humaines entraîne la suppression d'innombrables emplois qui assuraient jusqu'à maintenant la majorité des ressources salariales.

Mais si nous voulons éviter, comme conséquence, l'émergence d'une société à plusieurs vitesses (hyper-actifs, chômeurs, exclus), cette somme de travail doit être définie d'abord, partagée ensuite. Parallèlement, nous avançons l'étude d'un "revenu de citoyenneté", non lié à un travail, afin de déculpabiliser la non-activité professionnelle et permettre à chacun d'accéder à une quantité de biens devenue excédentaire (nourriture, habitat par exemple).

DEVELOPPEMENT LOCAL ET QUALITE DE VIE

L'esprit: "Ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier", ce bon sens populaire aurait dû éviter au Var la fragilité des bassins d'emploi liés à une mono-industrie. Le choix facile du "Tout-Tourisme", a détruit notre environnement et le tissu productif local. Pourtant, ces erreurs et la fuite en avant continuent et servent de prétexte, après la côte, pour détruire l'arrière-pays (A8-bis, TGV, aéroport, golfs). Nous devons viser impérativement aujourd'hui une autonomie **de production de qualité** sur des besoins de base; réserver des ouvertures pour les générations futures, redécouvrir les échanges commerciaux avec les autres peuples du Bassin Méditerranéen; freiner la désertification économique de l'arrière pays; inverser les migrations campagne-ville; repenser aussi une solidarité entre générations en nous appuyant sur une politique de proximité et de temps libéré.

URGENCES ECOLOGIQUES

Une politique d'économie d'énergie et de matières premières. La sortie du nucléaire en 10 ans. Une politique d'extension du réseau de transports en commun. Une réduction des émissions de CO2. L'économie et le "respect" de l'eau. La réduction et la mise en valeur des déchets...

LES "OUTILS" VERTS QUE NOUS VOUS PROPOSERIONS DEPUIS L'ASSEMBLEE NATIONALE: L'AUTONOMIE REGIONALE:

Elargissement de l'autonomie des régions par des pouvoirs règlementaires et financiers dans les domaines de l'école, de l'aménagement du territoire, de la gestion de l'énergie et de l'eau. Transformation du Sénat en un Conseil des Régions. Redécouverte, par une distribution adaptée des aides, d'une agriculture de qualité, extensive, respectueuse du milieu. Favoriser les circuits de distribution et de financement courts.

LA CULTURE

Reconnaissance des langues régionales avec un statut favorisant leur pérennité. Demande d'une Université pour l'Est-Varois. Mise en place d'un tissu médiatique local (presse écrite, radios, télé) utilisable directement par tous les citoyens.

LA DEMOCRATIE

Instauration du référendum d'initiative populaire à tous les niveaux, notamment municipal, permettant le contrôle des organes élus, et, si besoin, la censure des décisions. Développement du droit associatif (loi 1901) portant notamment sur les locaux et les subventions de fonctionnement. Introduction du citoyen dans les processus liés à la gestion du territoire (commissions d'urbanisme, remembrement, plans de gestion des forêts publiques, schémas directeurs). Développement d'une justice rapide et accessible à tous.

Pour "LES VERTS"

Michel RUBY & Stéphane THOMINE

CANDIDATS DE L'ENTENTE DES ECOLOGISTES

PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT